

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

jeunes.npa2009.org

#42

1€

Pour stopper le gouvernement



**IL FAUT UN NOUVEAU
MAI 68 !**

2 mois fermes pour
avoir manifesté...

**«Pas de
prison pour
Gaetan !»**

ZOOM SUR

**leçons
de
Grèce**

P.3

DOSSIER

**faire
gagner nos
luttés**

P.4



**NPA
JEUNES**

★ **Édito** ★

Ne comptons que sur nos luttes !

Les résultats des élections départementales marquent un recul très important pour le parti socialiste. La majorité des électeurs ont sanctionné la politique du gouvernement Valls qui s'attaque toujours plus aux classes populaires. La colère s'est reportée sur la droite et l'extrême droite mais c'est l'abstention qui a réellement remporté la victoire avec près de 50% des électeurs qui n'ont pas été voté. Ce refus massif de participer aux élections illustre bien le ras le bol qui existe dans la population contre tous ces partis institutionnels qui depuis des années mènent la même politique au service des riches. Car avant Valls, Sarkozy s'en prenait déjà aux jeunes et aux travailleurs, quand il supprimait des dizaines de postes dans la fonction publique ou quand il décidait d'augmenter l'âge de départ à la retraite. Quand à Marine Le Pen, elle attend uniquement son tour pour prendre place à la mangeoire des politiciens. D'ailleurs les premiers maires du FN se sont empressés d'augmenter leur propre salaire comme de bons politiciens intégrés au système. Ce parti d'extrême droite ne remet pas du tout en cause le pouvoir des patrons de licencier ou de baisser les salaires et pire encore il propose d'accentuer la division raciste qui existe parmi les classes populaires.

Heureusement ces élections ne représentent qu'une partie de la situation. En parallèle, la colère des jeunes et des salariés a commencé à s'exprimer dans les luttes et dans la rue. Dans de nombreuses entreprises, les travailleurs en ont marre de subir les mauvais coups alors que les profits continuent de couler à flot dans la poche des actionnaires. A la poste, à Radio France, à l'université de Paris 8, les grèves reconductibles se succèdent. Dans les usines comme celle de Sambre et Meuse, les ouvriers refusent les licenciements en occupant le site et à PSA Sevelnord c'est pour demander des augmentations de 300 euros pour tous que les salariés ont débrayé et bloqué les entrées. Ces mobilisations sont peu médiatisées mais elles révèlent un mouvement plus général de colère et de refus de continuer à payer la crise. La journée de grève interprofessionnelle du 9 avril a constitué une première étape pour coordonner ces différentes mobilisations, leur donner une visibilité à l'échelle nationale et encourager d'autres secteurs à rentrer dans la lutte.

Cette date ne doit pas rester sans lendemain. Car pour stopper ce gouvernement de combat au service des riches, qui n'hésite pas à réprimer les militants qui tentent de s'opposer à sa politique comme notre camarade Gaetan qui risque de la prison ferme, il nous faut une stratégie de combat pour ceux d'en bas. Dès aujourd'hui il faut discuter de la nécessité d'un mouvement d'ensemble des jeunes et des salariés qui soit en capacité de bloquer le pays comme en Mai 1968 quand 10 millions de travailleurs s'étaient mis en grève et avaient occupé leurs entreprises durant plusieurs semaines. Seul un tel mouvement serait en capacité de faire reculer le gouvernement et poserait les bases pour en finir définitivement avec ce système qui ne nous offre aucun avenir.



CONTRE L'ENCADREMENT ET LA MILITARISATION DE LA JEUNESSE !

Depuis la Manifestation du 11 Janvier à Paris, le gouvernement, pour attiser le feu sacré de l'Union Nation s'est décidé à redoubler de témérité dans sa lutte contre le Djihadisme. Pour lui, c'est une évidence, le djihadisme fait souche à l'école. C'est pourquoi le ministère de l'éducation nationale a élaboré un «livret de prévention de la radicalisation des jeunes à l'usage des chefs d'établissement et des équipes éducatives», la République se lance dans la traque au djihadisme juvénile. Le livret «de prévention de la radicalisation» basé sur une logique de dénonciation s'appuie sur «l'article 40 du code de procédure pénale» et invite «tout personnel de l'éducation nationale à signaler obligatoirement toute situation jugée préoccupante au procureur de la république». On appréciera le sens

profond du terme «situation jugée préoccupante» étant donné les arrestations de mineurs de ans qui ont été placés en garde à vue pour Apo Terrorisme, c'est leur République qui est pour l'instant la plus préoccupante.

Le service civique est sans cesse renforcé. Dans les établissements scolaires, les sanctions disciplinaires seront remplacées par du travail d'intérêt non rémunéré. Chaque 09 Décembre des manifestations patriotiques seront organisées dans les établissements scolaires, célébration des rites républicains, vénération des symboles de la République, chorales mythiques. L'école organisera des temps forts de prosélytisme républicain du CP à la Terminale.

**SOIS
JEUNE
ET
TAIS
TOI**



Leçons de Grèce

Interview de Vera, militante grecque à l'OKDE Spartakos, membre d'Antarsya

Quelle est la situation sociale des classes populaires en Grèce?

Depuis 5 ans la situation en Grèce est très difficile. Les salaires et les retraites ont baissé de 50 % depuis 2009. Le taux de chômage est de 30 % et de plus de 50 % pour les jeunes. C'est donc facile de comprendre qu'un tas de gens ont une dette non seulement auprès de leur banque, mais aussi auprès des compagnies d'électricité, des fonds d'assurance, à l'Etat, etc. La conséquence c'est la Compagnie d'Electricité qui coupe l'énergie, souvent aux chômeurs ou aux retraités, et beaucoup de gens sont au bord de perdre leur maison à cause des prêts immobilisés qu'ils ont fait il y a 10 ans ou à cause de leurs nouvelles dettes. Le nombre de sans-abris a augmenté de 200 % depuis le début des memorandum. Aujourd'hui à Athènes, il y a 9000 sans-abris qui vivent dans des parcs et 80 % d'entre eux sont des natifs grecs (ce n'est donc plus simplement les immigrés). De nombreux élèves ont faim à l'école et l'Etat ne fait rien pour eux. Le taux de suicide augmente chaque année. Il y a dix jours, une mère et son fils se sont suicidés car ils n'arrivaient plus à payer leurs dettes. Les nouvelles lois du travail ont mis en place les pires conditions de travail dans les entreprises. Les négociations collectives ont été pratiquement abolies. Les femmes sont licenciées car elles sont enceintes – même si la solidarité de classe peut parfois être un moyen de se défendre, comme l'a montré l'exemple connu d'une travailleuse qui, après de massives et constantes manifestations devant son entreprise, a réussi à être réintégré. Pour les jeunes, les seuls boulots disponibles sont précaires, sans aucune assurance sociale et pour un salaire de 400 euros. Pourtant les loyers les moins chers sont de 150/200 euros. Le coût de la vie est plus important qu'en 2009 et les impôts pour les plus pauvres ont plus que tripler, même sur la nourriture. Tout ça pour dire qu'on fait vraiment face à une crise humanitaire.

Comment analyse-tu la victoire de Syriza aux dernières élections de janvier dernier en Grèce?

Depuis ces 5 dernières

années, les travailleurs se sont massivement battus contre les memorandum et l'austérité. Les grèves et manifestations ont été importantes mais les plus gros affrontements ont perdu. Le choix de Syriza semble être une sorte de délivrance pour les gens, qui pensent pouvoir ainsi faire changer les choses plus facilement, avec la méthode parlementaire. Et ces illusions électorales ont été largement nourries par la direction de Syriza. Syriza semblait un choix facile pour stopper les mesures d'austérité. Et par "facile" j'entends que la chose que les gens pensaient avoir à faire était de voter pour quelqu'un qui promettrait à la fois d'arrêter les memorandum et d'assurer une certaine stabilité financière à la Grèce au sein de l'UE. Les grecs n'ont pas voté Syriza pour soutenir la gauche en général mais plus par dégoût profond du dernier gouvernement notamment.

De manière générale, on peut dire que la victoire de Syriza exprime l'espoir d'une large part des travailleurs et des classes populaires en Grèce d'arrêter l'austérité au travers l'idée générale qu'exprimait Syriza que c'était possible, doucement, sans rompre fondamentalement avec les règles de l'UE, du FMI, des marchés etc. Ainsi le programme de Syriza semblait idéal pour tout le monde, toutes les classes sociales, en combinant des augmentations de salaires pour les pauvres et un environnement sain pour la croissance et les investissements des capitalistes. C'est évidemment une voie sans issue, mais qui apparaissait séduisante. Ainsi, pour mon point de vue personnel est que le résultat des élections est dû au ravages sociaux causés par les memorandum et l'austérité durant les dernières années, à la force des mouvements sociaux qui ont lutté contre mais aussi aux limites de ces mouvements qui n'ont pas pu gagner et remettre en cause le système lui-même.

Il faut aussi rappeler que Syriza n'a pas formé un gouvernement seul mais une coalition gouvernementale avec ANEL (Grecs Indépendants), un parti nationaliste de droite et différents sociaux démocrates. Et tout le monde savait bien avant les élections que c'était une coalition de ce type qui se préparait.

Tsipras s'est engagé à

rembourser la dette grecque. Pourquoi ce recul face à l'Union Européenne?

Paradoxalement, et peu importe que j'y sois opposé, mon avis est que l'accord entre Tsipras et l'UE n'est pas une reculade. Syriza n'avait pas dans son programme l'annulation de la dette avant les élections, pas plus que la nationalisation des banques ou une quelconque forme de rupture avec l'UE. Parfois il parlait d'une part illégitime de la dette, mais pour de toutes façons l'accepter globalement. L'accord qui vient d'être conclu était donc couru d'avance depuis le début. Pour être clair : il n'y a pas de moyen de ne pas payer la dette sans rupture avec les institutions de l'UE et du système capitaliste. Si Syriza ne rompt pas avec ces institutions et avec la bourgeoisie grecque et européenne, ils feront toujours face aux mêmes blocages. Donc de mon point de vue, indépendamment de leur volonté, Syriza ne peut pas changer les choses en faveur des classes populaires avec la politique Kénésienne qu'il propose.

La campagne qui se lance (impulsée par des membres d'Antarsya et d'autres) pour l'annulation de la dette a le soutien de syndicats, de travailleurs et de la confédération des travailleurs des services publics. Ce genre d'initiative, combiné à une mobilisation radicale des travailleurs, est la seule solution pour pousser le gouvernement et reprendre tout ce qui a été perdu ces dernières années. C'est donc notre boulot d'expliquer aux travailleurs grecs mais aussi européens que la dette est illégitime. Les classes populaires n'ont jamais profité de cette dette. Nous devons centrer notre propagande sur l'annulation de la dette grec mais aussi de toutes les dettes des différents pays, en expliquant que les travailleurs payent toujours ces dettes quand les banquiers en profitent. Cette revendication ne peut être obtenue qu'avec le contrôle des travailleurs. Et ce n'est que grâce à un mouvement massif des travailleurs que le système bancaire peut être mis sous contrôle et être réapproprié. C'est le seul moyen d'en finir avec ce système d'oppression et d'exploitation qu'est le capitalisme.

Donc pour moi l'accord conclu



n'est pas une trahison de Syriza, c'est simplement le développement normal de leur politique. Même si je comprends que beaucoup de gens se sentent trahis mais c'est suite aux illusions sur Syriza qui pouvaient exister.

Quelle est la situation des luttes aujourd'hui en Grèce? Quelles sont les perspectives sur le terrain des mobilisations?

Après les élections, les mobilisations sont dans une perplexité totale. Beaucoup de gens sont toujours en attente des changements que Syriza a promis avant les élections. C'est difficile de convaincre les gens que c'est le meilleur moment de lutter pour récupérer ce qu'on a perdu. Il faut pousser le gouvernement pour nos revendications, les revendications des mobilisations et des syndicats, sans faire aucune concession à la "real politik". Les solutions "réalistes" veulent toujours dire plus de sacrifices pour les classes populaires.

Mais quoi qu'il en soit, si il n'y avait aucune illusion dans le réformisme, ce serait bien sûr plus facile pour les anticapitalistes partout dans le monde. Donc ce sera difficile d'organiser à nouveau des mobilisations fortes et radicales à la fois, même si nous voyons déjà quelques premières réactions. Par exemple, nous avons eu la première manifestation contre la mort d'un immigré dans un camp de concentration. Même sur cet aspect, Syriza a changé son programme de "fermeture de tous les camps de concentration" à "de meilleures conditions pour les immigrés dans les camps de concentration". C'est une illustration de ce que je disais avant : Syriza ne veut pas modifier l'actuel status quo politique qui existe. Donc de mon point de vue, c'est un enjeu important de réussir la manifestation antiraciste et antifasciste du 21 mars. Je ne sais pas si nous verrons une reprise des mobilisations prochainement, mais c'est ce à quoi nous travaillons.

Qu'est-ce que la coalition Antarsya et quelle rôle joue-t-elle en Grèce? Quelles sont ses forces et ses faiblesses?

Antarsya est une coalition anticapitaliste d'organisations et de militants. Son rôle dans la période est d'être une opposition claire, de gauche et des travailleurs, au gouvernement. Nous devons être la force qui organise le mouvement, la force qui centre sur intervention dans les syndicats. Antarsya doit être la force qui combat les fascistes tant à un niveau politique que dans la rue. Antarsya doit être la force qui porte et aussi organise concrètement la classe ouvrière pour sa libération.

La force d'Antarsya est ses 3000 membres, surtout des jeunes, et le rôle dirigeant qu'ils peuvent jouer dans les syndicats, les universités, les mouvements sociaux etc. Le caractère anticapitaliste et anti-système d'Antarsya est largement reconnu auprès des militants. Cependant, les alliances politiques mises en place par la majorité de la direction d'Antarsya sont sa principale faiblesse, car elles comportent un danger pour son programme et son profil. L'alliance avec "Plan B" (l'organisation d'Alekos Alavanos, ancien président de Syriza) est une tentative de substituer un vague programme anti-UE au programme anticapitaliste d'Antarsya. C'est clairement une concession à des positions Keynesienne et patriotique. A mon avis, nous avons besoin d'une gauche profondément différente de l'aile gauche "réformistes" du parlement. Nous avons besoin d'une gauche anticapitaliste et révolutionnaire qui n'est pas isolé des autres courants dans le mouvement de masse, qui construit l'auto-activité des masses mais qui, dans le même temps, n'abandonne pas son indépendance politique et organisationnelle. Pour permettre aux anticapitalistes d'Antarsya d'atteindre ce but, ils doivent être capable de développer une stratégie révolutionnaire actualisée, indépendante du capital et de l'Etat.

Contre ce gouvernement, sa politique raciste et antisociale...

COMMENT FAIRE GAGNER NOS LUTTES ?

LA MOBILISATION, LA GREVE

construire un rapport de force efficace

Pour reprendre l'offensive face aux attaques du gouvernement nous ne pourrions compter que sur nous même, que sur nos luttes en organisant la riposte des jeunes et des travailleurs. Mais la lutte ça se construit et pour s'affronter aux gouvernement qui main dans la main avec le patronat ne cesse de dégrader nos conditions de vie et d'étude, il nous faut construire le rapport de force par un mouvement d'ensemble, une grève générale!

Notre force c'est le nombre

pour que ce nombre soit opérant, réfléchir et agir collectivement pour élargir, regrouper et coordonner nos mobilisation est déterminant. C'est faire en sorte d'aller discuter et convaincre nos collègues, nos camarades de classe que c'est maintenant que nous devons entrée dans la bagarre que nous impose le gouvernement. Que nous avons tous le même intérêt à se battre ensemble pour stopper la classe dirigeante et renverser ce système.

Notre arme c'est la grève !

Alors certes la jeunesse scolarisée ne bloque pas l'économie, la machine du

capitalisme, en se mettant en grève mais il est indispensable de loper des cours, de se mettre en grève pour se dégager du temps pour construire collectivement la mobilisation en sortant de la routine quotidienne qui nous empêche de le faire.

Se dégager du temps pour militer pour la lutte, en organisant des assemblées générales pour débattre des revendications et des moyen d'action pour construire le rapport de force. Les revendications doivent permettre à un maximum de personnes de se reconnaître dedans et les moyens d'actions doivent faire en sorte qu'un maximum d'étudiants ou de lycéens se mettent en mouvement.

Se dégager du temps pour étendre la grève pour aller chercher d'autres lycées, d'autres universités, d'autres secteurs mobilisés ou susceptible de se mobiliser avec nous. Parce que nous sommes tous dans le même bateau, nous avons tous les mêmes intérêts à défendre, il nous faut donc lutter ensemble et populariser les luttes pour regrouper les bagarres.

Enfin nous devons réussir à coordonner et diriger nos luttes, [en organisant des coordination inter-lycée à l'échelle d'une ville ou d'un département ou des coordinations nationales étudiantes quand ils commence à y avoir plusieurs université en lutte à l'échelle nationale.] La classe dirigeante et les capitaliste sont très bien

organisés pour réprimer, casser nos luttes et notre avenir, nous devons être mieux organiser qu'eux.

C'est dans la rue que ça se passe !

Les manifestation sont également un outil indispensable pour la lutte, il est donc important d'y participer et d'y entraîner le plus de monde. C'est le moyen de nous adresser à travers nos slogans, nos banderoles au reste de la population, de leur montrer pourquoi on se bat. C'est aussi l'occasion de faire une démonstration de notre force collective dans la rue. Si elles sont massives et regroupent plusieurs secteurs en grève, elles redonnent confiance et montrent que nous ne sommes pas isolés.

Ainsi nous faisons la démonstration à ceux qui nous dirige que nous sommes majoritaire et que c'est à nous de décider de notre avenir!



L'auto-organisation: une arme pour nos luttes !

Un choix lors des mobilisations

Dans une période politiquement instable comme celle que nous traversons, les mobilisations notamment celles des jeunes peuvent exploser à tout moment. Tous les ans, des facs, des lycées se battent contre les conséquences de l'austérité. Dans ces mobilisations le premier choix à faire est celui de déterminer la tactique à utiliser. Pour nous, le choix est souvent rapide: il s'agit de l'auto-organisation!

Une tactique pour l'ensemble des personnes mobilisées

L'auto-organisation est par sa nature même l'outil qui permet au plus grand nombre de personnes de rentrer en mobilisation. Il ne s'agit aucunement de laisser la main à une direction syndicale généralement conciliante avec

les proviseurs, les présidences d'université ou avec le gouvernement. Il ne s'agit pas non plus de faire une confiance totale envers la spontanéité. L'auto-organisation est un moyen pour permettre à toutes et tous de se préoccuper de la lutte.

Dans une lutte tout le monde est concerné. Les réformes étudiantes ou lycéennes touchent souvent toutes les étudiant-es et lycéen-nes. Dans ce cas, tout le monde doit se préoccuper de la lutte! Pour cela il faut se doter d'outils. Le meilleur outil de l'auto-organisation est l'Assemblée Générale (AG) qui vise à rassembler toutes les personnes concernées dans un même espace pour discuter des modalités de la lutte. C'est un cadre ouvert où toutes et tous peuvent prendre la parole pour donner son opinion. Ces AG doivent être couplées avec des comités de mobilisations: cadre plus réduit

qui applique les décisions de l'AG (écrire un tract, préparer une banderole...).

Une lutte auto-organisée: une lutte active

Par ce biais, tout le monde se sent plus concerné et la lutte ne reste pas passive mais active. Les gens n'attendent pas que tout se fasse mais font, élaborent, expérimentent et tirent des bilans. En se mettant en mouvement, les gens ont une plus forte détermination à faire bouger celles et ceux qui ne sont pas dans la lutte et donc à étendre la lutte lui donnant de meilleurs chances de succès.

Une politique dans les cadres d'auto-organisation

Pourtant, un cadre d'auto-organisation ne peut être à lui seul suffisamment efficace. Il faut y mener une politique. Les

diverses expériences comme celle des indignés ont montré que sans direction politique révolutionnaire, un mouvement de masse auto-organisé peut s'écrouler facilement. Cette politique ne peut être efficace que si elle est également menée à l'échelle nationale (voir internationale). Pousser à des AG, des coordinations d'AG pour développer l'auto-organisation à des cadres plus larges sont les perspectives de lutte du NPA. C'est par cela que l'on donne aux luttes de meilleurs chances de gagner.

Le NPA est le meilleur outil pour l'auto-organisation et pour gagner des victoires!

TIRER LES BILANS DU PASSE

Le mouvement CPE de 2006

Le mouvement CPE, contre le Contrat Première Embauche, qui remettait clairement en cause les droits des jeunes salariés qui pouvaient à tout moment être viré par les patrons pendant 2 ans sans aucune garantie, est un mouvement qui mis en mouvements des millions de jeunes et de salariés. Grèves, blocages, affrontement contre le gouvernement et l'Etat ont été les bases d'un mouvement victorieux qui fit reculer le gouvernement après la promulgation de la loi. Pour nous, il s'agit de voir quelle fut la stratégie du mouvement pour être capable de s'en inspirer pour mettre un terme à la politique du gouvernement aujourd'hui.

La grève avec blocage

Le blocage des universités, et dans une moindre mesure des lycées, a été le moyen de massifier le mouvement : au départ, seuls des groupes minoritaires menaient le travail d'information. Dès que les AG ont dépassé un certain seuil, le blocage a été le moyen de mettre en place des AG massives, de plusieurs milliers de personnes dans de nombreuses universités. En effet, avec la dégradation de la situation sociale des étudiants, et le durcissement du contrôle des absences (rater trois TD équivalait souvent à rater tout un semestre d'études...), les obstacles à un réel droit de grève sont beaucoup plus importants. Empêcher les cours de se tenir était la seule manière de rassembler tous les étudiants. Les piquets étaient aussi un moyen de bloquer entièrement le fonctionnement des universités. C'était une tentative de montrer l'exemple d'une lutte radicale à la population, comme une invitation à ne pas faire de cadeau au gouvernement. On retrouve cette volonté de s'affronter au pouvoir dans la multiplication des actions de blocages de gares, d'occupa-

tions des antennes locales du MEDEF...

L'auto-organisation

Les AG se sont tenues dans un très grand nombre d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur tels que les IUT (il y a eu jusqu'à 144 délégations de facs et établissements d'enseignement supérieur en grève en coordination nationale). Les AG dans les lycées furent beaucoup plus rares, l'auto-organisation moins développée, en bonne partie du fait que, contrairement à l'an passé, les forces organisées étudiantes n'ont pas aidé les lycéens.

Ces AG furent massives : à Rennes 2 ou Poitiers, elles ont atteint les 5 ou 6000 étudiants. Dans l'ensemble des universités, ce furent les plus grosses AG depuis le mouvement de 1986, voire depuis toujours (à Orsay, les AG ont été plus massives qu'en 1968...). Décidant effectivement des actions à mener, les organisations syndicales et politiques se trouvant obligées de respecter leurs décisions, elles élurent des délégués, qui pendant plus de deux mois se sont réunis toutes les semaines en une coordination nationale. Cette structuration nationale du mouvement a permis aux jeunes en lutte de définir par eux-mêmes une stratégie nationale de construction du mouvement. Non seulement cela a donné à la jeunesse la possibilité de faire sa propre expérience d'une démocratie radicale et un apprentissage politique inestimable, mais a également permis au mouvement de ne pas se laisser enfermer dans la stratégie d'épuisement des directions syndicales : une manifestation de temps en temps en espérant négocier le retrait du CPE avec le gouvernement. Cette coordination nationale a voté chaque semaine des appels qui s'adressaient aux étudiants, aux jeunes et aux travailleurs.

Dans ces appels, on trouve une stratégie combinant deux éléments : d'un côté, dès que le mouvement a été massif dans les universités et les lycées, un appel clair à la grève générale, de l'autre, des propositions concrètes pour la construction de cette grève générale, en formulant étape par étape une tactique d'extension de la grève par des appels de plus en plus rapprochés à des manifestations et à des grèves communes avec les salariés, à des dépôts de préavis de grève pour permettre aux équipes de salariés les plus combattifs de se mettre en grève reconductible... C'est la coordination qui a impulsé les appels aux deux grandes journées des 28 mars et 4 avril, avec trois millions de manifestants à chaque fois.

La coordination a également élu des porte-parole pour représenter le mouvement, notamment pour s'exprimer auprès des médias et des organisations syndicales, ce qui indique

une conscience chez les jeunes mobilisés de la nécessité de contrôler l'expression du mouvement, la volonté de combattre toute récupération.

Le lien avec les travailleurs

Dès le départ, il existait parmi les jeunes mobilisés une conscience diffuse que nous ne pourrions pas gagner seuls : une leçon tirée de l'échec des mouvements sociaux depuis 2003. Sous l'impulsion des militants d'extrême-gauche, ce sentiment se transforme en une démarche consciente et active. Ces militants qui ont des liens politiques avec des militants actifs dans les entreprises organisent des distributions de tracts à l'entrée des entreprises, des AG communes, et même des blocages d'entreprises menés en commun avec les salariés.

L'objectif des étudiants était d'entraîner les travailleurs dans

une grève générale, c'est-à-dire un combat frontal contre le gouvernement. Les grèves reconductibles furent ponctuelles, mais il est intéressant de noter qu'elles se sont déclenchées là où le contact entre jeunes et travailleurs a été le plus suivi et où le travail auprès des salariés sur le CPE et la situation politique avait été combiné à une agitation sur des questions sectorielles (La Poste dans le 92 par exemple). C'est bien sous la menace d'une extension du mouvement aux travailleurs, d'une grève générale que le gouvernement a cédé.

Ces trois éléments ont fait la nature du mouvement et sa possibilité de victoire. Les seuls courants organisés à l'avoir défendus au début, pendant et après le mouvement, ce sont les révolutionnaires.



JEUNESSE LUTTE DES CLASSES ET REVOLUTION

Petit retour sur le rôle des jeunes dans la stratégie révolutionnaire

Revenons d'abord sur quelques fondamentaux de la compréhension marxiste : la société capitaliste dans laquelle nous vivons est composée de deux classes fondamentales, la bourgeoisie, qui possède les moyens de productions (usines, machines...) et la classe ouvrière, c'est à dire les milliards d'êtres humains sur Terre qui ne possèdent que leur force de travail pour survivre. Ces deux classes ont des intérêts antagoniques, et l'histoire de notre société est l'histoire de la lutte entre ces deux classes. En tant que jeunes révolutionnaires, nous nous plaçons du côté de tou-te-s ces exploité-e-s qui subissent au jour le jour la domination d'une bourgeoisie parasite. La jeunesse, elle, n'est pas une classe en soi mais regroupe des jeunes issus de milieux différents qui ne sont, pour un temps plus ou moins long, pas encore ancrés dans les sphères de la productions. Quel peut alors être notre rôle, pour renverser cette société ?

Si la jeunesse ne peut être considérée comme une classe sociale à part entière, nous avons néanmoins un point commun : notre appartenance n'est pas encore fixée à l'un ou l'autre de ces camps opposés

dans la bataille. Par ailleurs nous sommes tou-te-s, plus ou moins longtemps encadrés par les institutions scolaires, qui sont des lieux de reproduction de l'idéologie dominante. Entre ce que nos parents veulent faire de nous, ce que les institutions nous poussent à devenir et ce que nous vivons au quotidien, nous sommes traversé-e-s par toutes les contradictions de cette société qui prétend valoriser le « mérite » et le « travail », mais en réalité ne fait que reproduire les inégalités, génération après génération. C'est pourquoi la jeunesse a bien souvent été la caisse de résonance des colères, des désirs, des batailles qui traversent notre société.

Depuis le milieu du 20e siècle cependant, la situation des jeunes scolarisé-e-s a beaucoup évolué. En effet, le nombre de jeunes pouvant accéder à l'enseignement supérieur a énormément augmenté, même si l'université reste très sélective et reproduit les inégalités sociales. La « massification de l'université » correspond aux besoins du capitalisme contemporain : désormais, les patrons ont besoin d'une main d'œuvre qualifiée à plus grande échelle. Ce faisant, ils ont aussi créé une situation où les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s sont devenu-e-s un secteur de masse de plusieurs millions de jeunes, regroupés dans les mêmes institutions, partageant certains aspects de

leur vie, portant les mêmes revendications.

Ainsi, tout en n'étant pas une classe sociale homogène qui lui donnerait la possibilité de jouer un rôle historique autonome dans la lutte contre le capitalisme, la jeunesse peut en être un élément important. Mais ce qu'il reste à déterminer, c'est vers quelle classe la jeunesse scolarisée va décider de se tourner, quel camp elle va choisir : celui de la reproduction de la société capitaliste au côté de la bourgeoisie en s'adaptant à ces institutions scolaires, ou bien celui du renversement révolutionnaire de la société, au côté de la classe ouvrière ? En tant que jeunes révolutionnaires, nous revendiquons cet héritage de Mai 68, quand jeunes et travailleurs ont lutté main dans la main, et nous tentons, partout où nous intervenons comme c'est le cas à Paris 8 en ce moment, de soutenir les travailleurs dans leur lutte et d'y lier nos propres revendications. Nous nous battons en effet contre tous les aspects de cette société qui enferme la jeunesse dans la dépendance vis à vis de la famille et dans le cadre des institutions idéologiques de la bourgeoisie : contre la casse de nos conditions d'étude, contre la précarité, contre l'ordre moral qu'on voudrait nous imposer. S'organiser au NPA, c'est porter le projet d'une jeunesse révolutionnaire, prolétaire et internationaliste.

Plus que jamais, combattons le racisme sous toutes ses formes !



Nous avons assisté au cours des dernières années à une montée en puissance sans précédent du racisme, sous diverses formes.

Le racisme d'Etat est la première d'entre elles. En France, les expulsions de sans papiers, loin de cesser à l'arrivée au pouvoir de François Hollande, n'ont eu de cesse de se renforcer. Les reconduites à la frontière se sont multipliées, les Roms ont été plus que jamais pourchassés, expulsés. Chaque année, ce sont des dizaines de milliers de personnes qui meurent en mer pour avoir tenté de rentrer illégalement sur les territoires européens, de percer « l'Europe forteresse ». La nécessité de fermer les frontières et de préserver « l'identité nationale » pour faire face à l'immigration de masse est une idée phare développée dans les discours des hommes politiques de tous bords, de la gauche socialiste à l'extrême droite. Le phénomène de bouc émissaire, rappelant pourtant les heures les plus sombres de l'histoire, connaît aujourd'hui une toute nouvelle actualité.

Le renforcement de nouvelles formes de racisme : l'islamophobie

Les attentats du 11 septembre 2001 marquent l'avènement d'une nouvelle forme de racisme d'Etat. Ces événements ont en effet permis la diffusion à une large échelle de la théorie du choc des civilisations. L'idée selon laquelle toutes les civilisations ne se vaudraient pas, selon laquelle il existerait des fractures irréconciliables entre l'Occident et l'Orient, s'est ainsi largement répandue. Au cœur de cette théorie, l'islam et plus précisément les musulmans occupent une place centrale. Les partisans de cette religion sont ainsi présentés systématiquement comme des individus aux mœurs inférieures, barbares et rétrogrades. Cette religion porterait en elle plus que les autres des idées et des principes de violence, de misogynie, et de haine. En outre, sont assimilés aux musulmans, l'ensemble des individus issus de régions du monde à majorité musulmane : les Maghrébins, les populations du Moyen Orient, et par extension,

l'ensemble des peuples arabes.

De nombreuses lois mises en place suite aux attentats du 11 septembre dans la majorité des pays occidentaux illustrent bien l'avènement de cette nouvelle forme de racisme d'Etat, appelé communément islamophobie. Aux Etats-Unis, le Patriot Act a permis un renforcement sans précédent des mesures de répression à l'égard des populations immigrées, notamment musulmanes : contrôles et surveillance renforcés, expulsions immédiates hors des frontières etc. En France, cela s'est traduit par une instrumentalisation de la laïcité comme outil d'exclusion vis à vis des musulmans et notamment des femmes musulmanes. L'instauration de la loi d'interdiction du port du voile à l'école votée en 2004 ; loi que le gouvernement de François Hollande voudrait aujourd'hui à étendre aux universités, a été le point de départ de ces politiques. Dans les derniers mois, les attentats de Charlie Hebdo et la vague d'agressions islamophobes que ceux-ci ont engendré, ont révélé le renforcement d'un racisme latent particulièrement fort à l'égard de ces populations. Le gouvernement s'est en outre appuyé sur ces événements pour lancer une véritable chasse aux sorcières, appelant à la délation des enfants soi-disant antirépublicains, incarcérant des dizaines de personnes pour avoir exprimé des critiques envers la ligne éditoriale de Charlie Hebdo, mettant en place des mesures de surveillance à l'égard des « mineurs radicalisés ». Une véritable offensive idéologique s'est ainsi déchainée, assimilant ouvertement musulmans et terroristes et révélant toute l'actualité et la violence du racisme d'Etat islamophobe.

Mais aussi de vieux monstres prêts à ressurgir...

Mais le racisme d'Etat orchestré par les classes dirigeantes n'est pas la seule forme de racisme traversant la société. Les derniers mois ont également vu naître un renforcement très important de l'antisémitisme avec la multiplication d'agressions physiques à l'égard des Juifs et de nombreuses attaques en direction de lieux de culte ou de cimetières. S'il n'existe pas un discours antisémite étatique, des groupes et des organisations d'extrême droite gagnent du terrain notamment dans les classes les plus populaires avec des discours complotistes visant à faire croire que les Juifs domineraient le monde. Le groupe Egalité et Réconciliation dirigé par Alain Soral et largement sponsorisé par Dieudonné est le fer de lance

de cette idéologie nauséabonde en France. Surfant sur un habile mélange d'idéologie nationaliste et de références malhonnêtes aux combats des peuples opprimés, notamment à la lutte du peuple palestinien, ces groupes trouvent un écho important, y compris dans les rangs des populations parmi les plus opprimées, subissant de plein fouet d'autres formes de racisme.

La progression de ces idéologies rappelle les heures les plus sombres de l'histoire. En outre, ces phénomènes de division sont un frein à la résistance des classes populaires qui subissent aujourd'hui des politiques d'austérité d'une grande violence mais qui faute d'unité, ne sont pas encore parvenues à inverser le rapport de force.

D'où vient le racisme ?

Dans une telle période, il est utile pour tous ceux qui souhaitent transformer radicalement cette société et la débarrasser de toutes formes d'oppression et d'exploitation, de revenir sur la construction historique du racisme et sur l'utilisation qu'en ont eu les classes dirigeantes à travers les siècles.

Une idée largement répandue voudrait faire passer le racisme pour un phénomène historique millénaire, remontant à la naissance des sociétés humaines. Le racisme découlerait donc de la soi-disant « nature humaine » et de la méfiance que les différents peuples éprouveraient nécessairement les uns vis à vis des autres. Mais la naissance du racisme comme discours, comme idéologie visant à hiérarchiser les humains en fonction de leurs origines, de leurs religions ou de leurs couleurs de peau, s'opère en réalité seulement à partir des 17^{ème} et 18^{ème} siècles. Apparaît alors le racialisme scientifique qui a pour objectif

essentiel de justifier la mise en esclavage de franges entières de la population mondiale, notamment en Afrique. Il s'agit à cette période, de justifier la plus grande inégalité, la plus grande atrocité qu'aient jamais connue les sociétés humaines : la traite des esclaves noirs d'Afrique. C'est cependant au XIX^{ème} siècle que ce « courant de pensée », connaît sa plus grande expansion, c'est-à-dire en parallèle de l'affirmation d'un nouveau mode de production économique : le système capitaliste.

L'avènement de celui-ci est en effet marqué par le développement des campagnes impérialistes menées par les grandes puissances occidentales partout à travers le monde, notamment en Asie et en Afrique. L'acquisition de colonies par des politiques de conquêtes militaires devient une priorité pour les bourgeoisies nationales afin d'ouvrir de nouveaux marchés aux grands industriels occidentaux. Le racisme va venir justifier ces opérations. Le racialisme scientifique va permettre une essentialisation des peuples et l'infériorisation de la plupart d'entre eux. Pour cela, des races sont créées de toutes pièces et définies arbitrairement par de grandes caractéristiques toutes plus ignobles les unes que les autres : les Noirs sont ainsi caractérisés comme systématiquement joyeux et paresseux, les peuples arabes comme sauvages et barbares, les Asiatiques comme infantiles et soumis etc. L'ouvrage fondateur de cette idéologie nauséabonde est un livre français intitulé Essai sur l'inégalité des races humaines d'Arthur de Gobineau, paru en 1853. Les entreprises coloniales se retrouvent ainsi justifier par la nécessité d'éduquer ces « races inférieures », de les civiliser.

Mais ce n'est pas tout. Le racisme va également devenir une arme déterminante pour le système capitaliste et ses valets : l'arme de la

division. En effet, au XIX^{ème} siècle, la production capitaliste connaît un essor sans précédent et ce sont des concentrations ouvrières de milliers de travailleurs qui voient le jour en Europe, mais aussi aux Etats-Unis. C'est l'avènement de la classe ouvrière. Celle-ci possède alors une force de frappe sans précédent : son nombre, sa place dans la production mais aussi sa force organisée dans des syndicats et des organisations ouvrières en constante progression. Pour les capitalistes, il va s'agir de briser cette force, de la paralyser. La division devient ainsi le cœur de leur stratégie. L'ensemble des catégories ouvrières immigrées vont subir de plein fouet une stigmatisation particulièrement forte, un racisme omniprésent. Au XIX^{ème} siècle, ce sont essentiellement les peuples d'Europe du Sud et de l'Est qui sont concernés par les migrations économiques. Les travailleurs polonais, italiens, slaves, tous subissent alors des attaques bien particulières, à commencer par des salaires plus bas et des conditions de travail souvent plus dégradées. Il s'agit bien de renforcer la concurrence entre les salariés et de jouer sur cette concurrence pour renforcer l'exploitation et donc les profits.

Le racisme participe ainsi de manière directe à la division sociale du travail, caractéristique essentielle de la production capitaliste. C'est donc au sein du système de classe que prend forme le racisme. En cela, celui-ci ne peut se résumer à un phénomène idéologique, à des discours ou à des simples discriminations, il doit être compris comme un système d'oppression structurel à la société capitaliste. La destruction du racisme ne pourra aboutir sans la destruction de la société de classe, sans une révolution sociale aboutie permettant la suppression de toutes les formes d'exploitation et d'oppression.



250 personnes contre les bas salaires et la précarité à Paris 8

La grève du personnel précaire de Paris 8 rentre dans sa dixième semaine. Organisé-e-s en Collectif des Bas Salaires, ils exigent une augmentation de 98 euros à la présidence « de gauche » de la fac. Pour faire entendre plus fort sa voix, le Collectif avait lancé un appel aux différents secteurs en lutte ou qui ont été en bagarre récemment pour mutualiser les expériences. Autour de 250 personnes y sont passées marquant un vrai succès.

Au cours de la soirée, ont pris la parole des étudiant-e-s de la fac, aux côtés des travailleur-se-s en lutte, des profs de Paris 8, des représentants de la CGT Ferc Sup et du Snasub-FSU, des anciens grévistes de la restauration de l'ENS de la rue d'Ulm, des hospitaliers du Mans, des cheminots de St-Lazare, des femmes de chambre du Royal Monceau, des postiers de Basse-Normandie, du 92, des salariés de Thalès Gennevilliers, de Carrefour Montreuil, des enseignants-chercheurs précaires de Lyon 2, le tout émaillé de messages de solidarité envoyés par les postiers grévistes de Balma, près de Toulouse, des salariées sans-papiers du salon de coiffure du 57 Bvd de Strasbourg en lutte depuis plus de 8 mois contre la

traite des personnes ou encore de Sanofi. Des délégations des salariés de Carrefour Market de plusieurs magasins actuellement en lutte, ainsi que des enseignant-e-s mobilisé-e-s du 93 et des intermittent-e-s étaient présentes dans la salle et ont pu assister et participer au meeting.

Après cette rencontre réussie le moral des grévistes de Paris 8 sort renforcé pour poursuivre le combat contre la précarité et les bas salaires. En effet, dès lundi les grévistes ont fait tourner une nouvelle pétition parmi leurs collègues pour exiger la réouverture des négociations à la présidente et d'autres actions se préparent pour développer le rapport de force. Alors que la présidente essaye d'instaurer l'idée que « la grève ne sert à rien » et qu'il faudrait passer par des négociations à travers « le dialogue social », il est fondamental que cette lutte gagne pour montrer la voie aux autres secteurs qui hésitent encore. Beaucoup des grévistes ont compris que seule la lutte paye et que le dialogue social est un piège. C'est déjà un acquis important de la grève.

La vague de grève qui a permis de construire ce meeting ne s'est pas arrêtée. Après les routiers ou encore

Easy Jet, d'autres sont entrés en mouvement, comme les salarié-e-s de Carrefour Market. Pas moins de 80 magasins sur toute la France sont touchés par la mobilisation, après un accord honteux concédant 32 centimes d'augmentation par jour ! « Une demi baguette de pain », comme disent les salarié-e-s. Dans le groupe Sanofi, qui a atteint un record de profits en 2014 (6,7 milliards), les travailleur-se-s du site d'Ambarès près de Bordeaux ont embrayé le pas à ceux de Sisteron et Elboeuf pour refuser des augmentations ridicules. Sur le site de PSA Mulhouse ce lundi, plus de 500 ouvrier-ère-s ont débrayé après l'annonce d'une 4e année consécutive de gel de salaires, alors que le groupe automobile vient de faire son retour dans le CAC 40. Il faudrait encore parler de Radio France, où les journalistes ont fait plusieurs journées de grève. Voilà pourquoi se pose toujours plus la question de la convergence, de la coordination entre les bagarres, pour imposer une revalorisation des salaires et leur indexation sur l'inflation réelle, et pour préparer un 9 avril de combat, la première étape d'une véritable riposte sociale.

Des mesures de répressions racistes et islamophobes à Lille 3

Depuis plusieurs semaines une répression assez spéciale s'exerce à l'université de Lille 3. En effet la présidence a décidé de s'en prendre à quelques étudiant-e-s musulman-e-s sous prétexte qu'ils étaient en train de prier dans l'enceinte de l'université. Certains ont été contraints de donner leur carte d'étudiant et l'administration a menacé de mettre en place des conseils disciplinaires. Ces mesures de répressions ne sont pas passées aussi facilement que l'avait prévue la direction de l'université. Sous l'impulsion d'étudiants directement concernés et avec l'aide de militants locaux, une mobilisation large c'est construite pour défendre le droit à l'éducation pour tous et pour s'opposer à toute politique de stigmatisation et d'amalgame.

La mobilisation s'organise

Des réunions de mobilisation ont été organisées pour engager un rapport de force avec la direction

de l'université. C'est dans ce sens qu'un tract en direction des autres étudiants a été écrit et diffusé massivement. Face à l'action militante de nombreux étudiants et à l'indignation qu'ont commencé à susciter ces mesures dans l'université, la direction de Lille 3 c'est senti obligée de descendre de ses bureaux pour venir s'expliquer publiquement. Mais dans la mesure où elle a réitéré ces menaces de mettre en place des conseils disciplinaires, la détermination des étudiants mobilisés pour élever le niveau de confrontation à la moindre sanction annoncé, n'a été que renforcé.

Les militants du NPA dans la mobilisation

Dès le début, les militants du NPA ont insisté sur la nécessité de créer un rapport de force. Pour massifier le cadre d'action, nous avons cherché à entraîner l'UNEF face à la direction de ce syndicat qui refusait de soutenir le mouvement. Il ne fait

aucun doute que si la principale force syndicale avait fait le choix de mobiliser, le rapport de force avec la direction de l'université aurait été bien plus élevé. Dans les réunions de mobilisation, nous avons cherché à rassembler un maximum de monde, tout en pointant du doigt les vrais responsabilités, celle du gouvernement et des directions d'universités qui utilisent les musulmans comme bouc-émissaires pour faire passer leurs plans d'austérité au service des riches. C'est pour ces raisons que nous avons mis en avant l'idée que face à ceux qui cherchent à nous diviser, les étudiants qu'ils soient musulmans ou non, ont intérêt à lutter ensemble. Cette orientation a rencontré un réel écho parmi les étudiants mobilisés par rapport à ce que pouvait défendre certaines organisations confessionnelles qui proposaient de se replier sur la mosquée locale.

Mineurs isolés étrangers face à la mairie de Paris

Chaque année, des dizaines de mineurs isolés étrangers (MIE) arrivent en France, fuyant la guerre et la misère dans leurs pays d'origine (Mali, Afghanistan, Syrie). La loi prévoit normalement leur prise en charge par l'Etat pour tous leurs besoins vitaux, à travers l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance), dépendant de la mairie de Paris. Cependant depuis plusieurs années, la PAOMIE (Permanence d'accueil et d'orientation des MIE), dispositif mis en place par l'ASE, ne prend plus en charge les MIE sous prétexte de coupes budgétaires. Concrètement la PAOMIE reçoit chaque soir des centaines de MIE, et n'en accepte qu'une trentaine pour les placer dans des gymnases/hôtels, le plus souvent pour une durée très brève (quelques jours seulement). Le reste des jeunes dort alors dans la rue. Par ailleurs, les divers organismes -outre l'hébergement- mis en place par la mairie sont éparpillés sur tout le territoire parisien, ce qui soumet les MIE à passer leurs journées pour trouver à nourrir ou se laver.

Afin de subvenir aux besoins des MIE, plusieurs associations (115 du particulier, Droit Au Logement, B&R, adje) se sont rassemblées pour faire une permanence devant la PAOMIE tous les jours, et depuis plusieurs semaines des réunions ont lieu le dimanche, rassemblant le DAL, plusieurs organisations politiques (PG,

NPA, AL, Solidaires), ainsi que les délégués des MIE, élus par les MIE eux-mêmes. Pendant 1 mois se tenaient aussi des rassemblements le dimanche pour élargir le mouvement et tenter de préparer des actions radicales en vue de faire plier la mairie de Paris sur nos revendications (prise en charge immédiate de tous les MIE, interdiction des examens osseux, mise en application de la présomption de minorité, etc.).

Une action a finalement eut lieu, celle de l'occupation de la PAOMIE, le jeudi 26 février. En effet une cinquantaine de MIE et une cinquantaine de militants ont occupé la PAOMIE de 15h à 22h, exigeant au bureau d'appeler la mairie, qui était apparemment, « en vacances ». Les occupants ont été expulsés dans la soirée par 50 robocops, certains armés d'armes létales utilisées par le GIGN/GIPN, comme le MP5.

On peut -et on doit- soulever la totale hypocrisie de la majorité municipale PCF-PS pendant la mobilisation, qui tentait de convaincre les MIE de « garder leur calme » en leur promettant de mender quelques places à la mairie, en échange de l'arrêt de la mobilisation. Les MIE ont préféré la voie de l'auto-organisation, notamment par les élections de délégués, et la confrontation réelle avec leurs bourreaux.

Faisons annuler la dette grecque, et en particulier la part détenue par la France!

Quand les grands médias parlent de la dette grecque, c'est toujours en insinuant qu'elle se serait formée parce que les habitants de ce pays consomment plus qu'ils ne gagnent, et plus que ce qu'ils ne produisent. Comme s'il faisait bon vivre aujourd'hui en Grèce, et, surtout, comme si les travailleurs et le peuple de ce pays avaient vécu un temps « aux crochets » de ceux du reste de l'Europe. Rien de plus faux et de plus hypocrite!

Sait-on par exemple que les JO d'Athènes en 2002 ont été les plus chers de l'histoire (22 milliards), du fait de critères délirants imposés par les grandes puissances, au profit du patronat du secteur du BTP notamment allemand et français ? Ou que les accords bilatéraux signés avec un Etat comme la France contenaient des clauses contraignant la Grèce à acheter les fonds de stocks de l'armée française, jusqu'à ce que le budget militaire grec soit en proportion le plus élevé d'Europe ? Ou

encore qu'une banque française comme la société générale a été renflouée par l'Etat grec de 3 milliards d'euros pour la sauvegarder de son exposition à des créances pourries sur laquelle elle spéculait dans ce pays ? Voilà comment est née la dette grecque : pour alimenter puis sauvegarder les intérêts des puissances impérialistes de l'Europe du Nord et de l'Ouest ainsi que du patronat grec.

C'est pour cela que, militant-e-s de la jeunesse du NPA, nous luttons pour l'annulation intégrale de la dette grecque. Pas un centime de doit être remboursé aux vautours capitalistes, qui ont d'ailleurs déjà perçu bien plus que les sommes dues rien qu'avec les taux d'intérêts versés année après année. L'Etat français, créancier pour 40 milliards, doit renoncer immédiatement à cette extorsion envers notre classe en Grèce. Au banques de rendre ce qu'elles ont pris, et de payer les pots cassés pour la crise qu'elles ont provoquée!

Réunion publique à Montpellier

Lundi 23 mars, les jeunes du NPA Montpellier ont organisé une réunion publique ; l'objectif était de partir de la situation en Grèce pour poser des questions stratégiques plus générales. Face aux illusions électoralistes de Syriza, si vite disciplinée par les classes dominantes, quel horizon révolutionnaire ? Premier événement de ce type pour l'année universitaire, la réunion a été une franche réussite, tant qualitative que quantitative. En avant pour la reconstruction d'une intervention locale du secteur jeune !

Auprès des postiers grévistes à Toulouse

Après un mois de grève à Balma, la direction de la Poste a dû reculer. Son projet de fermeture est repoussé de 10 mois, trois CDD seront titularisés... En popularisant la lutte et en remplissant la caisse de grève, les étudiant-e-s du Mirail entraînés par notre comité ont naturellement appuyé les grévistes, parce que, comme l'a dit un syndicaliste, « le combat de Balma, c'est le combat de tous-tes » ! De leur côté, les grévistes ont soutenu notre camarade Gaëtan inculqué lors des manifestations de Novembre.

Réunion publique à Rouen

La réunion lycéenne était sur le thème « contre l'union nationale et le racisme ». Une dizaine de participants ont assisté à la discussion qui a porté sur 9 avril, la nécessité de lutter... Des questions ont aussi été posées sur le NPA, son projet politique, quel type d'activité développe-t-il, etc.

Dans les jours qui ont suivis, une activité concrète s'est organisée sur les lycées autour de l'écriture d'un tract par les lycéens eux-mêmes.

A Toulouse, deux mois ferme pour avoir manifesté après l'assassinat de Rémi Fraisse par la police

PAS DE PRISON POUR NOTRE CAMARADE GAËTAN ET LES AUTRES MANIFESTANT-E-S !

Depuis l'automne, Toulouse est probablement devenu le laboratoire du niveau de répression que le gouvernement Valls cherche à imposer dans tout le pays. Après les interdictions de manifestations de cet été sur la Palestine, ce furent celles contre l'assassinat de Rémi Fraisse et le barrage de Sivens, puis plus récemment la répression des réunions de la campagne BDS.

Notre camarade Gaëtan, militant de la jeunesse du NPA, avait fait partie de ces interpellés arbitrairement, le 8 novembre lors d'une manifestation pour Rémi Fraisse. Mercredi 1er avril, nous apprenions sa condamnation en appel à 2 mois de prison ferme, en plus de 4 autres avec sursis et 1100 euros d'amende. Les avocats étudient la possibilité d'un pourvoi en cassation, mais de toute façon cette peine devra encore être confirmée ou aménagée par un juge d'application des peines.

C'est le procès de la protestation que la justice de la classe dominante a voulu faire en chargeant ainsi Gaëtan et plusieurs autres jeunes manifestants. C'est un procès politique, monté de toute pièce.

A Toulouse, une réaction immédiate

Cette parodie de justice vise un étudiant de la fac du Mirail, qui avait pris part à la grande mobilisation sur cette université à l'automne dernier. L'enjeu pour l'Etat est d'installer un climat de peur, alors que les

mesures de régression sociale continuent à s'enchaîner et que les départementales ont été une nouvelle preuve de l'impopularité du gouvernement.

C'est ce qu'ont tout de suite compris, localement, les organisations syndicales du Mirail. Dès vendredi 3, elles décidaient d'organiser un cortège interuniversitaire pour la manifestation du 9 avril, derrière une banderole dénonçant la condamnation de Gaëtan et des autres manifestants. Elles comptent aussi déposer une motion au conseil d'administration de l'université ce mardi: on verra si la Présidence est prête à prendre ses responsabilités et à défendre l'un de ses étudiants.

Alors que, début janvier, le Maire UMP Jean-Claude Moudenc annonçait son intention de virer tout bonnement les organisations syndicales de la Bourse du Travail, des initiatives de convergence entre les deux mobilisations devraient se tenir. Dans les deux cas, c'est en effet tout le mouvement ouvrier, et l'ensemble des libertés démocratiques élémentaires, qui sont attaqués.

Développer la campagne de solidarité: pas de prison pour avoir manifesté !

Le gouvernement doit comprendre qu'il est en train de franchir une limite, et que la jeunesse comme le monde du travail n'est pas prête à se voir retirer le droit de résister alors que ce système ne cesse de

répandre la misère, le chômage, la violence et les désastres écologiques. Dès jeudi, les témoignages de soutien ont commencé à affluer après la nouvelle de la condamnation. Ils viennent d'étudiant-e-s du Mirail et d'autres universités, des facteurs de Balma récemment en grève et que Gaëtan avait contribué à soutenir, mais aussi de plus loin.

Les travailleur-se-s de Pannico à côté de Barcelone, qui avaient reçu la visite de quelques étudiants du Mirail, dont Gaëtan, lors de leur longue grève de l'année dernière, ont ainsi envoyé une série de photos de solidarité. Des actions par ailleurs sont prévues devant des ambassades et consulats dans plusieurs pays. Une pétition traduite en plusieurs langues circule déjà également sur Internet.

Une campagne unitaire doit se poursuivre, aux échelles nationale et internationale, pour montrer que la décision de cette justice de classe ne passera pas. Militant-e-s de la jeunesse du NPA, nous sommes déterminé-e-s à combattre cette justice de classe, pour obtenir l'amnistie de toutes les condamné-e-s politiques.

Défense du droit de manifester !

Pas de prison pour Gaëtan et les autres manifestants-e-s condamnés-e-s !

Ça ne peut plus durer, il faut changer de système !

Il faut s'organiser à l'échelle mondiale pour renverser le système. Les Rencontres Internationales de Jeunes sont une semaine internationaliste avec des jeunes venus du monde entier pour échanger sur les luttes contre l'austérité, le racisme, le sexisme et l'homophobie. Ces rencontres sont auto-organisées puisque chacun joue un rôle dans leur bon fonctionnement. Ce sera une bonne occasion de discuter avec les militants sur la situation du pays et des luttes contre l'austérité. Cela permettra aussi de comprendre ce qui va se passer en France dans les prochaines années et de nous préparer pour stopper l'offensive des capitalistes ! Les RIJ ont lieu du 26 juillet au 1er août en Belgique. Pour y participer ou pour plus d'information prend contact avec nous !

Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Tél
Statut : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil
contact-jeunes@npa2009.org // Rédaction : etincelle.anticapitaliste@gmail.com
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

#42



www.npa2009.org
jeunes.npa2009.org
contact-jeunes@npa2009.org

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

L'étincelle anticapitaliste Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution

Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondou
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

La lutte a payé : Alaa, lycéen du 92 menacé d'expulsion, vient d'être libéré !



Alaa BELKHIR est élève au lycée professionnel la Tournelle, à la Garenne-Colombes (92). Originaire d'Algérie, il vit en France et y étudie depuis 4 ans. Mais Alaa est sans-papiers. Alors que son bac est dans 3 mois, le 27 février, suite à un simple contrôle de police, il a été enfermé en centre de rétention avec une OQTF (obligation de quitter le territoire français).

La mobilisation pour soutenir Alaa a été lancée depuis 3 semaines. Lundi 23 mars, la lutte a payé : Alaa a été libéré ! C'est une victoire importante, il aurait sinon été le premier lycéen expulsé depuis octobre 2013 et les milliers de lycéens dans la rue pour Leonarda et Khatchik.

Cette victoire est un bol d'air frais dans une situation où la politique anti-ouvrière et raciste du gouvernement ne trouvait pas de résistance sur son chemin. C'est la meilleure

réponse à tout le climat réactionnaire et xénophobe qu'a connu le pays ces dernières semaines.

Cela démontre qu'il est possible de faire reculer Valls et surtout de mettre en échec sa stratégie : faire des étrangers des boucs émissaires pour essayer de masquer le mécontentement suscité par la loi Macron ou les autres mesures antisociales de son gouvernement. La meilleure réponse enfin pour lutter contre le Front national qui se nourrit des désillusions semées par la gauche gouvernementale et flatte les préjugés racistes entretenus par le patronat et la droite

Pour nous, il faut en finir avec les expulsions et régulariser tous les sans-papiers.

La mobilisation va continuer pour obtenir la levée de l'OQTF et régularisation d'Alaa et de toute sa famille !

Je veux m'abonner au journal pour un an (à partir du numéro.....) (joindre un chèque de 10 € à l'ordre de NPA Jeunes)

Je désire prendre contact avec les Jeunes du NPA